

La voix de l'Opposition de gauche

Marché de dupes.

4 juillet 2012

Rien de nouveau dans le discours d'Ayrault, *Le Monde* l'a exprimé à sa manière en indiquant qu'à l'Hôtel de Matignon on entendait expliquer comment "*le changement promis, fondé sur les engagements précis du président, va continuer à être mis en œuvre*".

Et de poursuivre sur la "*méthode*" Hollande-Ayrault :

- Sur les dossiers sociaux, le premier ministre devait s'en tenir aux principes déjà largement martelés par le chef de l'Etat, en affirmant "*que l'on assiste à la mise en place d'une démocratie sociale qui doit trouver son point d'origine et de naissance dans la conférence sociale du 9 et 10 juillet*".

Se risquer à des annonces serait mal vu par les partenaires sociaux, censés être associés aux grandes décisions. (lemonde.fr 03.07)

J'en profite pour rectifier une erreur que j'ai commise hier en situant cette conférence fin juillet. Etre "*associé aux grandes décisions*" prises par le gouvernement en concertation avec le patronat, c'est légitimer, collaborer à la mise en oeuvre de la politique d'austérité, c'est inacceptable du point de vue des intérêts des travailleurs. Les syndicats n'ont rien à faire dans ce genre de réunion, sinon brader nos droits et acquis.

Hollande-Ayrault refuse l'emploi des mots austérité ou rigueur pour caractériser leur politique, et ils s'emploient à la présenter de telle sorte qu'on ne puisse pas leur reprocher. Sans se pencher sur les détails, à première vue les mesures qui ont été énoncées hier étaient déjà connues pour l'essentiel, elles ne concerneraient pas les couches les plus pauvres et les classes moyennes, elles correspondaient au "*redressement dans la justice*" promis sans austérité et fidèle aux promesses électorales de François Hollande relève Reuters.

Alors où est le lézard ? Le tour de passe-passe se joue en deux temps.

Un, l'austérité sévit déjà, on n'y touche pas, on n'en parle pas, ainsi il n'est pas question de s'attaquer au chômage de masse, à la précarité de plus en plus généralisée, à la pauvreté qui fait des ravages et s'étend.

Ayrault l'a confirmé à sa manière hier : en disant après avoir pris soin d'écarter à plusieurs reprises toute idée d'austérité budgétaire. "*Le gouvernement n'a pas besoin d'opérer un tournant. Il n'y aura pas de tournant!*" (AFP 03.07), pas besoin, il a déjà été pris par son prédécesseur, il mettra un tour de vis plus tard...

Deux, on reporte à plus tard les réformes structurelles exigées par les marchés, l'UE, le FMI, etc., sans doute une fois que le scénario mis en place avec leurs complices des syndicats aura fait ses preuves, il faut le tester avant, la conférence des 9 et 10 juillet leur en donnera l'occasion.

Les capitalistes ont deux exigences qui se situent sur des plans différents.

D'une part, s'attaquer à la législation du travail pour accroître l'exploitation, cela concerne les travailleurs du secteur privé qui représentent 75% de la masse salariale en France et qui produisent la plus-value, dont le profit que leur subtilisent les capitalistes.

D'autre part, s'attaquer aux services publics qui n'ont pas encore été privatisés et sur lesquels lorgnent banquiers et dirigeants des multinationales, pour lesquels le modèle anglo-saxon de marchandisation totale de la société doit être étendu à tous les pays sans exception, cela concerne en priorité les travailleurs du secteur public.

Le gouvernement doit avancer prudemment sur les deux fronts afin d'éviter que l'unité du prolétariat des secteurs privé et public ne se réalise, ce qui signifierait pour lui l'impossibilité d'imposer sa politique aux uns comme aux autres. Il entend donc profiter de la division structurelle du prolétariat pour s'attaquer séparément à ses différentes couches, exercice risqué et périlleux, mais qui a fait ses preuves depuis 70 ans, sachant qu'il peut compter sur le soutien des dirigeants corrompus des syndicats qui reproduisent sans cesse cette division pour affaiblir la capacité de résistance et la mobilisation de la classe ouvrière.

Sur le plan pratique, pour combattre efficacement le gouvernement et le patronat, il faudrait axer notre combat sur la nécessité de réaliser l'unité de ces deux composantes de la classe ouvrière, dégager les conditions qui permettraient d'avancer dans cette voie, ce qui implique de s'attaquer aux appareils qui sont évidemment contre, puisqu'ils mesurent le danger que cela représenterait pour le régime.

Comment, en proposant à l'ensemble des travailleurs du pays une plateforme revendicative réunissant les principales revendications des travailleurs du privé et du public, en mettant en avant celles qui leur sont communes, comme par exemple l'augmentation du smic et des salaires, les retraites, la baisse des loyers, et tandis que les travailleurs du secteur public de la santé se battraient pour conserver leurs droits ou améliorer leurs conditions de travail qui vont de pair avec l'accès ou le respect du droit à la santé que la totalité des travailleurs sont en droit de revendiquer, les travailleurs du secteur privé avanceraient leurs besoins dans ce domaine qui recouvriraient les exigences des travailleurs de la santé.

Ainsi, au lieu de présenter un prolétariat éclaté face au gouvernement et au patronat, se dresserait une force unie, invincible, ce qui modifierait le rapport de force entre les classes au profit de la masse des exploités qui prendraient conscience d'appartenir à une seule classe et d'avoir le même ennemi.

Alors oui pour le coup, une fois et une fois seulement cette condition réunie ou étant suffisamment avancé dans cette voie, il serait possible de déclarer que dorénavant tout est possible, car les travailleurs renoueraient avec l'espoir qu'ils ont abandonné au fil du temps qu'il est possible de changer la société, de se débarrasser du capitalisme plus particulièrement chez les travailleurs du secteur privé et de l'Etat capitaliste davantage chez les travailleurs du secteur public, les deux étant inséparables pour avancer vers notre émancipation, vers le socialisme.

Voilà des propositions concrètes, cohérentes et sérieuses qui partent de la réalité.

On entend souvent dire qu'il faudrait faire preuve d'imagination, qu'il faudrait inventer une autre politique, que le socialisme au XXIe siècle devrait être différent de celui des XIX et XXe siècle, etc. en fait, tous ceux qui tiennent ce genre de discours témoignent qu'ils sont incapables de partir de la

réalité, la plupart du temps parce qu'ils en sont coupés, réalité où se trouvent précisément les matériaux que nous devons prendre en compte pour définir une tactique et une stratégie conforme aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, à l'objectif du combat du mouvement ouvrier, le socialisme. C'est possible, je viens de le prouver.

Quel parti aura la volonté de porter une telle politique auprès des travailleurs ? Préféreront-ils s'en tenir à un syndicalisme corporatiste, à une politique trade-unioniste qui nous ont menés là où nous en sommes aujourd'hui ?